

unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 08 Août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EDP Renewables France SAS**

40 Avenue des Terroirs de France  
75012 Paris

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2022 dans l'établissement EDP Renewables France SAS implanté Kergueviou 22390 BOURBRIAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le parc éolien de Bourbriac a été autorisé par un permis de construire en date du 26 avril 2007. Il bénéficie d'une antériorité au titre ICPE. Il comporte 5 éoliennes chacune d'une hauteur de 125m en bout de pale pour une puissance unitaire de 2 MW.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDP Renewables France SAS
- Kergueviou 22390 BOURBRIAC
- Code AIOT : 0005517603
- Régime : Autorisation

Un incendie est survenu le 5 août 2022 sur l'éolienne E3 (l'éolienne E3 était en fonctionnement lors de la survenue de l'incendie).

Cette visite d'inspection fait suite à cet incendie. La visite avait pour objectif d'évaluer la situation et de prendre les premières mesures de mise en sécurité du site le cas échéant.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rapport d'incident ou d'accident - Transmission	Code de l'environnement du 01/01/2000, article R.512-69	/	Mesures d'urgence	Délais précisés dans l'AP de mesures d'urgence

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incident / accident – Information de la DREAL	Code de l'environnement, article R512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection rappelle que ses services doivent être alertés par l'exploitant lui-même lors de la survenue d'un accident, et ce dès que possible.

L'inspection propose à M. Le Préfet un arrêté préfectoral de mesures d'urgence, pour la suspension du parc éolien, sa mise en sécurité et la réalisation d'un rapport d'accident qui analyse les causes et les conséquence de l'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident / accident – Information de la DREAL

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation , à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> Un mail de l'astreinte du SIDPC de la préfecture a été réceptionné le 5 août 2022 à 13h56. Ce mail signale un incendie sur l'éolienne E3 du parc éolien de Bourbriac composé de 5 éoliennes, nommé Kergueviou n°0055.17603, sur la commune de Bourbriac.  Les pompiers ont pour consignes de ne pas intervenir sur l'éolienne et de laisser brûler. Leur intervention se limite à la sécurisation de tout départ de feu dans les champs alentours (nombreuses projections d'étincelles).  L'exploitant a pris contact avec l'UD DREAL confirmant cet accident vers 15h00.  Celui-ci a détaillé le déroulement des faits : « 13h29 : nos équipes ont reçu l'information d'un départ de feu 13h30 : toutes les machines du parc ont été mises à l'arrêt 13h35 : le responsable de site s'est rendu sur site pour effectuer une manœuvre afin d'éviter tout risque de réarmement du parc. Le poste de livraison a été ouvert (alimentation 20 kW coupée). Les pompiers sont arrivés sur place rapidement après le départ de feu. Pour le moment, l'éolienne continue de se consumer mais les pompiers se chargent de limiter la propagation du feu dans les champs environnants (une fois les pièces tombées au sol). Il est prévu qu'un camion de pompier reste sur site toute la nuit ainsi qu'une brigade de la gendarmerie. Nos équipes ont bloqué tous les accès au parc et la Mairesse a rédigé un arrêté préfectoral interdisant aux riverains l'accès au parc. De plus les propriétaires/exploitants des parcelles voisines ont été contacté. Nous cherchons activement des prestataires pour assurer un gardiennage ce week-end. Ce soir celui-ci sera assuré par nos équipes. Une cellule de crise a été activé en interne (impliquant notamment les départements suivants : Hygiène et Sécurité, Environnement, Gestion d'Actif) »  En compléments, il convient de préciser que la mairie a pris un arrêté municipal pour interdire l'accès au chemin, avec mise en œuvre de barrières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident - Transmission**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2000, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remise d'un rapport
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le lundi matin (lundi 8 août 2022 à 11h00) nous nous sommes rendus sur site afin d'évaluer la situation et prendre les premières mesures de mise en sécurité du site le cas échéant. Sur place, nous avons pu rencontrer deux personnes représentant l'exploitant EDPR et deux personnes représentant le maintenancier VESTAS.  Lors de l'inspection, il a été constaté les points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• une sécurisation du site :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ les chemins d'accès au parc éolien sont barrés avec des barrières amovibles avec l'affichage de l'arrêté de la mairie ;</li><li>◦ L'accès à l'éolienne est interdit y compris au personnel exploitant et maintenancier jusqu'à une analyse de l'intégrité de la structure (inspection à la jumelle et au drone prévu dans les prochains jours).</li></ul></li><li>• le gardiennage mis en place 24 h/24 avec des rondes régulières ;</li><li>• un balisage de la zone de dangers de 100 m autour de l'éolienne a été réalisé pour interdire l'accès à l'éolienne accidentée.</li></ul> Selon les informations du SCADA, un relai de protection a disjoncté au niveau du poste de livraison entraînant une coupure électrique sur l'ensemble du parc éolien à 13h18. Le feu a été signalé sur l'éolienne E3 à 13h29. Pour l'instant, les causes ne sont pas connues. Une analyse des causes permettra de comprendre les événements déclencheurs.  Nous avons constaté que la nacelle et les pâles ne sont pas tombées. Seuls des éléments de structure légère, probablement en composite, qui constituent la carapace de la nacelle et des morceaux de pâles, ont chuté au sol.  Du fait des conditions météorologiques, les éléments carbonisés ont été retrouvés dans un large cône de dispersion (plusieurs centaines de mètres) allant jusqu'aux premières habitations au Sud : Penn Leger Vraz.  Les éléments les plus lourds (une partie des pâles et de la nacelle) sont tombés au pied de mat et dans le champ de pâturage autour de l'éolienne.  Le rapport d'incident de l'exploitant devra permettre d'obtenir les éléments ou étude nécessaires à caractériser l'impact éventuel sur la qualité des sols et des mesures de réhabilitation rendues éventuellement nécessaires.  Enfin, le parc de Bourbriac est arrêté et n'est plus alimenté en électricité. Les 4 autres éoliennes seront de nouveau alimentées pour permettre à l'exploitant de réaliser des opérations de maintenance, de sécurisation et de baliser ces éoliennes conformément aux attentes de la DGAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence